

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2025- 18 du 30 octobre 2025

En bref

Énergie

1. **Bangladesh** : Le Bangladesh financera lui-même le projet de raffinerie ERL-2 après l'échec des démarches pour obtenir des financements étrangers.
2. **Bhoutan** : Le Bhoutan inaugure le premier centre de formation STAR-C d'Asie du Sud, dédié à l'énergie solaire.
3. **Inde** : L'Inde souhaite mettre l'accent sur l'intégration des énergies renouvelables à son réseau électrique et sa stabilité.

Transports

1. **Inde** : L'IWAI confie la construction du terminal multimodal de Haldia à IRC Natural Resources dans le cadre d'un partenariat public-privé de 15 ans.
2. **Inde** : La NHAI déploiera des véhicules d'inspection pour surveiller une partie des autoroutes nationales.

Environnement

1. **Inde** : L'Inde occupe désormais la 9e place mondiale en termes de superficie forestière.
2. **Sri Lanka** : Le Sri Lanka prévoit d'émettre 11,3 Mds USD d'obligations vertes et bleues souveraines d'ici 2030 pour financer la transition climatique.

Numérique

1. **Inde** : L'Inde met à jour sa législation pour mieux contrôler les contenus en ligne et ceux générés par l'IA.
2. **Inde** : L'Inde approuve sept projets de fabrication de composants électroniques pour plus de 600 M USD.
3. **Sri Lanka** : L'économie numérique représenterait 4,5 % du PIB, selon l'Institute of Policy Studies.

Santé

1. **Inde** : L'Inde prévoit une augmentation de ses dépenses de santé d'ici 2047.
2. **Inde** : DBT-BIRAC et Blockchain For Impact lance un partenariat pour stimuler l'innovation biomédicale en Inde.
3. **Inde** : Une nouvelle loi prévue pour renforcer les contrôles de qualité et la surveillance des médicaments, des dispositifs médicaux et des cosmétiques.

Aviation civile

1. **Inde** : Reprise des vols directs avec la Chine après cinq ans d'interruption.
2. **Inde** : IndiGo commande trente Airbus A350-900 supplémentaires.
3. **Inde** : Hindustan Aeronautics Limited signe un partenariat avec la Russie pour produire un avion moyen-courrier en Inde.

Énergie

Bangladesh

Le Bangladesh financera lui-même le projet de raffinerie ERL-2 après l'échec des démarches pour obtenir des financements étrangers

Le gouvernement bangladais a décidé de financer sur ses propres ressources la construction de la raffinerie *Eastern Refinery Limited* (ERL-2), après l'échec des démarches pour obtenir des financements étrangers. Ce projet, destiné à tripler la capacité de raffinage du pays et à réduire la dépendance aux importations de produits raffinés, aurait un coût révisé de 430 Mds BDT (soit 3,5 mds USD), dont 305 Mds BDT seront apportés par l'État et 125 Mds BDT par la *Bangladesh Petroleum Corporation* (BPC). La nouvelle raffinerie devrait être livrée pour 2030.

Selon les autorités, l'autofinancement permettra d'éviter des retards et surcoûts supplémentaires et limitera l'endettement extérieur du pays. Elles indiquent toutefois qu'un soutien budgétaire de l'AIIB pour l'exercice en cours, à hauteur de 1,5 Md USD, pourrait contribuer au financement du projet. Le gouvernement intérimaire avait récemment sollicité une assistance financière auprès de l'Arabie saoudite et d'autres partenaires du Moyen-Orient, sans succès.

Pour rappel, ERL-1 est la seule raffinerie du pays et a été construite en 1968 à Chittagong sous la supervision du contractant français Technip. Le Bangladesh raffine actuellement 1,5 M de tonnes de brut par an, loin de la demande nationale de 7,5 M de tonnes, obligeant le pays à recourir à des importations coûteuses de pétroles raffinés. La BPC prévoit d'augmenter la capacité de raffinage du pays à 4,5 M de tonnes afin de réduire cette dépendance. De son côté, la planification de l'ERL-2 a commencé dès 2010 avec notamment une étude de faisabilité réalisée.

[En savoir plus](#)

Bhoutan

Le Bhoutan inaugure le premier centre de formation STAR-C d'Asie du Sud, dédié à l'énergie solaire

Le Bhoutan a inauguré le 21 octobre un centre STAR-C (« *Solar Technology Application Resource Centre* »), dédié à la formation et à l'utilisation des technologies d'énergie solaire, à Phuentsholing. Ce centre, hébergé au sein du College of Science and Technology (CST), vise à renforcer les capacités techniques et institutionnelles du pays dans le développement de la filière solaire.

Le STAR-C servira de plateforme régionale pour la formation, la recherche appliquée et la normalisation des équipements solaires. Il accompagnera la mise en œuvre de la stratégie nationale visant 5 000 MW de capacités solaires installées d'ici 2040, contre environ 9 MW actuellement. L'investissement initial s'élève à 10 M BTN (130 000 USD), dont 8 M BTN financés par l'Alliance solaire internationale et 2 millions par le CST.

Ce centre s'inscrit dans la volonté du Bhoutan de diversifier un mix énergétique dominé à 99 % par l'hydroélectricité.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Inde

L'Inde souhaite mettre l'accent sur l'intégration des énergies renouvelables à son réseau électrique et sa stabilité

Le Ministère des Energies nouvelles et Renouvelables (MNRE) a annoncé une nouvelle étape dans la mise en œuvre de la stratégie dans les énergies renouvelables, afin de privilégier la stabilité du réseau et l'intégration des systèmes plutôt que la seule augmentation rapide des capacités renouvelables. Les priorités portent sur le renforcement des infrastructures de transmission, le développement du stockage et de l'hybridation solaire-éolienne, et l'application stricte des obligations d'achat d'énergie renouvelable par les États et distributeurs (*discoms*). La puissance installée est passée de moins de 35 GW à plus de 197 GW en dix ans (à l'exclusion des grandes centrales hydroélectriques).

L'Inde, dont l'objectif est d'atteindre 500 GW de capacité non fossile d'ici 2030, continue d'ajouter 15 à 25 GW de nouvelles capacités renouvelables par an, un taux parmi les plus rapides du monde, exposant le réseau à des risques de surcharge ou de sous-utilisation de l'énergie disponible. A l'avenir, l'Inde ambitionne de développer en plus du solaire sur la base des programmes PM Surya Ghar et PM KUSUM, des projets dans le domaine de l'éolien off-shore et des stations de transfert d'énergie par pompage (STEP) ainsi qu'en matière d'hydrogène bas carbone.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Transports

Inde

L'IWAI confie la construction du terminal multimodal de Haldia à IRC Natural Resources dans le cadre d'un partenariat public-privé de 15 ans

L'Inland Waterways Authority of India (IWAI), placée sous la tutelle du ministère des Ports, de la Navigation et des Voies navigables (MoPSW), a octroyé la construction du terminal multimodal (MMT) de Haldia, au Bengale occidental, à la société IRC Natural Resources pour son exploitation et sa maintenance dans le cadre d'un partenariat public-privé d'une durée de 15 ans.

Construit avec le soutien financier et technique de la Banque mondiale, dans le cadre du projet Jal Marg Vikas, pour stimuler le transport de marchandises sur les voies navigables intérieures, notamment vers les États du Nord-Est et le Bangladesh. Ce projet vise à moderniser le tronçon de 1 390 km du système fluvial Gange-Bhagirathi-Hooghly, traversant l'Uttar Pradesh, le Bihar, le Jharkhand et le Bengale occidental, grâce à la création de nouveaux terminaux, d'écluses modernes et de plus de 60 jetées destinées à soutenir les communautés riveraines.

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

La NHAI déploiera des véhicules d'inspection pour surveiller une partie des autoroutes nationales

L'Autorité nationale des autoroutes de l'Inde (NHAI), placée sous la tutelle du ministère des Transports routiers et des Autoroutes (MoRTH), va déployer des véhicules d'inspection de réseau (NSV) dans 23 États afin de collecter et d'analyser les données relatives à l'inventaire routier et à l'état des chaussées sur plus de 20 000 kilomètres d'autoroutes nationales. Cette initiative vise à améliorer la qualité des routes, renforcer la sécurité des usagers et faciliter la maintenance préventive. Les données recueillies seront téléchargées sur la plateforme *Data Lake*, un portail basé sur l'intelligence artificielle de la NHAI, afin de produire des informations exploitables pour la planification de la maintenance et la gestion des actifs. Les relevés seront effectués avant le lancement de chaque projet, puis tous les six mois, conformément aux directives du gouvernement indien. Les données seront ensuite intégrées au système de gestion des actifs routiers pour un usage technique à long terme.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Environnement

Inde

L'Inde occupe désormais la 9^e place mondiale en termes de superficie forestière

Selon le dernier rapport de la FAO sur l'évaluation des ressources forestières mondiales, l'Inde a gagné une place dans le classement mondial du couvert forestier, passant de la 10^e à la 9^e position mondiale, avec 72,7 millions d'hectares en 2025, soit environ 2% de la superficie forestière totale. Des politiques publiques favorisant la plantation d'arbres, telles que la campagne *Ek Ped Ma ke Naam* (planter un arbre pour mère au nom de sa mère) lancée en 2024, ont également permis au pays de conserver sa troisième place en termes de gain net annuel de forêt.

Cependant, plusieurs défis majeurs persistent. La déforestation reste préoccupante avec un rythme de perte estimé à 10,9 millions d'hectares par an, et l'Inde n'échappe pas à cette tendance. De plus, si la superficie forestière brute augmente, la qualité des forêts naturelles est loin d'être assurée. Le rapport 2023 de l'ONU sur l'état des forêts indiennes de l'institut des forêts de Dehradun souligne une dégradation de la densité forestière sur plus de 40 000 km² entre 2011 et 2021, ces zones passant de forêts denses à des forêts ouvertes. Ainsi, la progression quantitative du verdissement ne se traduit pas nécessairement par un gain écologique réel.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Sri Lanka

Le Sri Lanka prévoit d'émettre 11,3 Mds USD d'obligations vertes et bleues souveraines d'ici 2030 pour financer la transition climatique

Selon la Stratégie nationale de financement climatique 2025-2030 (NCFS), le Sri Lanka prévoit de lever 11,26 Mds USD via des obligations vertes et bleues souveraines d'ici 2030 afin de financer des projets liés aux énergies renouvelables, à la préservation de la biodiversité et à la lutte contre le changement climatique, conformément à son objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. Élaborée avec l'appui du gouvernement britannique et du PNUD, la stratégie met l'accent sur la mobilisation du secteur privé et l'alignement sur les principes de la SFI (IFC Green Bond Principles), qui définissent les standards internationaux pour les obligations vertes. Le NCFS prévoit également la création d'un marché du carbone et de mécanismes d'assurance climatique, tout en promouvant le tourisme durable.

[En savoir plus](#)

Numérique

Inde

L'Inde met à jour sa législation pour mieux contrôler les contenus en ligne et ceux générés par l'IA

Le Ministry of Electronics and Information Technology (MeitY), a entrepris une double réforme des règles numériques : d'une part, l'amendement de la règle 3(1)(d) des *IT Rules, 2021* pour encadrer la suppression de contenus jugés illicites et d'autre part, un projet de réglementation pour les contenus « synthétiques » ou générés par l'IA (*deepfakes*) afin de garantir leur traçabilité et leur transparence.

Concernant le premier volet, dès le 15 novembre 2025, toute demande de retrait de contenu illicite via les plateformes devra être ordonnée uniquement par un haut fonctionnaire (au minimum rang Joint Secretary ou équivalent pour l'administration, ou Deputy Inspector General dans le cas de la police) et formulée sous forme d'« intimation motivée » mentionnant la base légale, la nature de l'infraction, ainsi que l'URL. Pour éviter les retraits arbitraires et apporter de la transparence à la gouvernance en ligne, un officier procédera également chaque mois à un examen de toutes les demandes adressées aux intermédiaires.

Parallèlement, le gouvernement propose un cadre légal pour les contenus créés ou modifiés par IA afin de freiner son utilisation abusive et pour contrôler les *deepfakes*. Avant publication, l'utilisateur devra indiquer si le contenu a été modifié ou créé par IA, la plateforme devra étiqueter ce contenu *synthetically generated* de manière visible sur au moins 10 % de la surface pour les contenus visuels, et durant les 10 % premiers de la durée pour les contenus audio. Les plateformes devront également mettre en place des mesures techniques raisonnables de vérification.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde approuve sept projets de fabrication de composants électroniques pour plus de 600 M USD

Fin octobre, le gouvernement indien a approuvé sept projets privés dans le cadre du programme de fabrication de composants électroniques (ECMS), représentant un investissement total de 55,32 Mds INR (626 M USD). Ces projets, répartis entre le Tamil Nadu (5 unités), l'Andhra Pradesh et le Madhya Pradesh, constituent la première tranche du programme ECMS. Le MeitY a annoncé que ces projets devraient créer plus de 5000 emplois directs et générer une production estimée à 4,4 Mds USD, tout en réduisant de 2,4 Mds USD le montant des importations indiennes. Les nouvelles installations produiront notamment des cartes de circuits imprimés multicouches (PCB), des modules de caméra, des stratifiés recouverts de cuivre et des films de polypropylène, des composants essentiels pour l'électronique grand public, les télécommunications, les véhicules électriques et la défense. Ces projets seront mis en œuvre par des entreprises telles que Kaynes Circuits India Pvt. Ltd., SRF Ltd. et Syrma Strategic Electronics Pvt. Ltd., qui ont été sélectionnées pour développer et exploiter ces unités de production.

Le programme ECMS a reçu 249 propositions pour un investissement potentiel de plus de 1 150 Mds INR (14 Mds USD). Il s'inscrit dans la stratégie du gouvernement visant à renforcer la chaîne de valeur électronique nationale et à réduire la dépendance aux importations de composants essentiels.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Sri Lanka

L'économie numérique représenterait 4,5 % du PIB, selon l'Institute of Policy Studies

D'après le dernier rapport annuel sur l'état de l'économie sri lankaise de l'Institute of Policy Studies (IPS), la contribution de l'économie numérique au PIB national est estimée à 1 342 Mds LKR (4,5 Mds USD), en croissance de 4.9% au premier semestre 2025 et représentant environ 4,5 % du PIB national. Cette estimation englobe les activités liées aux TIC, au commerce électronique, aux services financiers numériques et à la numérisation des services publics. L'IPS identifie la diffusion des paiements numériques, l'expansion du e-commerce et la modernisation administrative comme les principaux moteurs de la croissance du secteur. Le rapport souligne néanmoins plusieurs contraintes structurelles : inégalités d'accès aux infrastructures numériques, manque d'interopérabilité entre plateformes publiques, pénurie de compétences numériques et cadre réglementaire insuffisant.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

L'Inde prévoit une augmentation de ses dépenses de santé d'ici 2047

Selon un rapport du cabinet EY-Parthenon, les dépenses de santé en Inde devraient être multipliées par dix-sept d'ici 2047 pour atteindre 190 000 Mds INR (2 152 Mds USD), contre 10 000 à 11 000 Mds INR (113 à 124 Mds USD) actuellement. Cette croissance serait portée par le vieillissement rapide de la population, la hausse des maladies non transmissibles, leur apparition précoce et des diagnostics encore tardifs. La part du secteur dans le PIB indien passerait ainsi de 3,1 % aujourd'hui à 6 à 7 % en 2047. EY-Parthenon anticipe par ailleurs 30 000 Mds INR (340 Mds USD) d'investissements supplémentaires dans le système de santé, bien que les rendements demeurent modestes, autour de 12 à 13 %, en raison du poids des dépenses d'infrastructure. La population âgée de plus de 40 ans pourrait tripler d'ici 2047, atteignant 820 millions de personnes, dont 350 millions de plus de 60 ans, ce qui entraînerait une multiplication par 2,4 des hospitalisations annuelles. Pour faire face à cette demande, la capacité hospitalière nationale devra plus que doubler, passant de 2 à 4,8 millions de lits.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

DBT-BIRAC et Blockchain For Impact lance un partenariat pour stimuler l'innovation biomédicale en Inde

Le département en charge des biotechnologies (DBT-BIRAC), relevant du ministère indien des sciences et de la technologie, a annoncé un partenariat stratégique avec l'organisation Blockchain For Impact (BFI) lors de la 4^e édition de l'évènement Global Bio India. Cette collaboration vise à renforcer la préparation médicale équitable à long terme en combinant l'expertise technologique et le réseau de DBT-BIRAC, tout en soutenant les start-ups et PME dans le secteur biomédical et des sciences de la vie. Elle prévoit mentorat, accompagnement de la recherche jusqu'au marché et financement pour le développement de produits, contribuant ainsi à positionner l'Inde comme acteur clé de la R&D biopharmaceutique mondiale.

[En savoir plus](#)

Une nouvelle loi prévue pour renforcer les contrôles de qualité et la surveillance des médicaments, des dispositifs médicaux et des cosmétiques

Le gouvernement indien s'apprête à présenter la loi *Drugs, Medical Devices and Cosmetics Act, 2025* sur les médicaments, les dispositifs médicaux et les cosmétiques, une nouvelle législation visant à renforcer le système indien de contrôle de la qualité des médicaments et de surveillance du marché. Cette initiative fait suite aux préoccupations répétées des régulateurs mondiaux, notamment de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), concernant les lacunes en matière de qualité des médicaments de certains fabricants indiens et les récents incidents de contamination. Le projet de loi devrait être présenté au Parlement lors de la session d'hiver.

Une fois adoptée, la nouvelle loi remplacera la loi de 1940, confèrera des pouvoirs statutaires à la Central Drugs Standard Control Organisation (CDSCO) et répondra aux préoccupations mondiales concernant les médicaments de qualité inférieure.

[En savoir plus](#)

Aviation civile

Inde

Reprise des vols directs avec la Chine après cinq ans d'interruption

Les liaisons directes entre la Chine et l'Inde avaient été suspendues en 2020 en raison de la crise sanitaire et des tensions politiques bilatérales. Avant 2020 plus de 2 500 vols directs par an reliaient les deux pays. Dimanche 26 octobre, un vol d'IndiGo reliant Calcutta à Guangzhou a marqué le rétablissement de la liaison aérienne sino-indienne. La compagnie indienne réalisera cet aller-retour trois fois par semaine tandis que la compagnie chinoise China Eastern Airlines a annoncé qu'elle opérera trois rotations par semaine entre Shanghai et New Delhi à partir du 9 novembre 2025. Enfin IndiGo ouvrira également une ligne reliant New Delhi à Guangzhou dès le 10 novembre.

[En savoir plus](#)

IndiGo commande trente Airbus A350-900 supplémentaires

En 2024, IndiGo, première compagnie aérienne en Inde, avait conclu avec Airbus un contrat pour l'achat de trente long-courriers A350-900. Il s'agissait de la première commande de gros-porteurs par IndiGo. La compagnie réaffirme aujourd'hui sa volonté d'étendre ses capacités de développement internationales à travers une nouvelle commande de trente A350-900 supplémentaires. Pour l'heure, la compagnie réalise des vols directs vers Manchester, Londres Heathrow, Amsterdam et Copenhague.

[En savoir plus](#)

Hindustan Aeronautics Limited signe un partenariat avec la Russie pour produire un avion moyen-courrier en Inde

L'entreprise publique indienne Hindustan Aeronautics Limited (HAL) a signé lundi 27 octobre à Moscou un Protocole d'Accord (MoU) avec le consortium étatique russe OAK pour produire sur le sol indien l'avion moyen-courrier Sukhoi SJ-100. Cet appareil civil bimoteur lancé en 2011 et dont plus de 200 exemplaires sont actuellement en service en Russie peut emporter environ 90 passagers. Il aura vocation à réaliser des vols régionaux en Inde. Ce partenariat s'inscrit ainsi dans le programme gouvernemental UDAN (« Laissons les citoyens ordinaires prendre l'avion ») destiné à accroître la connectivité régionale en Inde et favoriser le maintien de prix abordables pour les vols internes. Il s'agirait du premier avion civil produit en Inde depuis 1988.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>